

« Ma priorité c'est l'emploi. Mon cap, c'est la croissance »



L'AGENDA

13 avril

► Conseil national

18 avril

► Atelier du changement
à Grenoble

24 avril

► Atelier du changement
à Évry

Jedi dernier, le président de la République a réaffirmé ses engagements. Tenant le cap des réformes, il a assuré les Français de sa priorité à combattre le chômage, notamment celui des jeunes, et à relancer la production en France. Depuis dix mois, de nombreux outils ont été mis en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, le président de la République a enjoint les Français, tous les Français, à les utiliser pleinement. Ce sont les outils de la réussite à la Française. « Je suis dans l'obligation de faire et pas dans l'annonce permanente, a expliqué François Hollande, dans l'obligation de réussir car le pays ne peut plus attendre. J'ai le devoir de faire sortir la France de la crise. »

EMPLOI

« **Ma priorité c'est l'emploi. Mon cap, c'est la croissance. J'ai le devoir de restaurer la croissance. Les outils sont là, il faut les utiliser pleinement.** »

François Hollande, France 2, le 28 mars 2013

L'objectif du gouvernement n'a pas varié malgré la permanence de la crise, il s'agit d'inverser la courbe du chômage d'ici fin 2013. « C'est un engagement, une bataille que je mène, et je mets tous les moyens » a rappelé François Hollande. Les moyens ne manquent pas, en dix mois de présidence, ils se sont ainsi multipliés : emplois d'avenir, contrats de génération, banque publique d'investissement, « pour qu'il y ait des moyens financiers apportés aux entreprises en fonds propres, des prêts pour les amener vers des filières stratégiques », le pacte de compétitivité, le futur accord national interprofessionnel. Parallèlement, le président a relancé des propositions, comme celle sur la formation des chômeurs, qui doit faire en sorte qu'un chômeur sur deux doit se voir proposer une formation dans les deux mois qui suivent son inscription à Pôle emploi. « Ma priorité c'est l'emploi, a-t-il rappelé, mon cap c'est la croissance. Je veux que la jeunesse ait pu avoir une chance supplémentaire au terme de mon mandat ».

ENTREPRISES

« **Ce qui me heurte le plus, ce sont ces entreprises qui ferment, ces salariés qui ne comprennent pas ce qui leur arrive. Ce sont des décisions douloureuses qui sont prises.** »

François Hollande, France 2, le 28 mars 2013

Relevant que « c'est la production nationale qui est en cause » François Hollande a présenté les propositions et les dispositions existantes pour les entreprises. Le pacte de compétitivité « avec lequel les entreprises peuvent investir, embaucher, exporter, faire tout ce qu'une entreprise peut faire lorsqu'elle est forte » est désormais en place. Parallèlement, le président a proposé un « choc de simplification » soit alléger les procédures administratives et diminuer le nombre de normes qui ralentissent l'activité économique. De la même manière, il a annoncé vouloir alléger la fiscalité pour la transmission d'entreprise ainsi qu'une simplification des procédures quand il y a maintien de l'emploi. Pour relancer la consommation, il a également annoncé le déblocage de la participation à hauteur de 20 000 euros sur six mois. Et parce qu'il « a besoin de tous les Français, de tous ceux qui contribuent à l'activité », François Hollande est revenu sur l'annonce faite quelques jours auparavant d'une taxation des entreprises qui verseraient des salaires supérieurs au million d'euros. « Il doit y avoir une transparence, a-t-il rappelé, quand la rémunération dépasse le million d'euros, l'entreprise aura une contribution à payer de 75 %. Dans ces moments difficiles, est-ce que ceux qui sont au plus haut des rémunérations ne peuvent-ils pas pendant deux ans effectuer cet effort ? ». Equipes de football comprises.

SOCIÉTÉ

« **Cette initiative du mariage pour tous donne des droits à tous sans qu'aucun droit ne soit repris à d'autres. C'est un principe d'égalité.** »

François Hollande, France 2, le 28 mars 2013

Politique familiale, retraites, justice, tous les sujets ont été évoqués par le président. Alors que les allocations familiales accusent un déficit de 2 milliards d'euros, François Hollande a reconnu qu'il faudrait faire des économies, tout en rejetant l'idée de fiscalisation des allocations. Concernant le mariage pour tous, le président a bien confirmé ses intentions de départ, « Cette initiative donne des droits à tous sans qu'aucun droit ne soit repris à d'autres. C'était un principe d'égalité. » Le président attend l'avis du comité national d'éthique avant de se prononcer sur la PMA, et quant à la GPA, elle restera interdite tant qu'il sera au pouvoir. Sur la justice, il s'est redit en faveur de la suppression des peines plancher, « dès qu'un moyen d'éviter la récidive sera trouvé ». Enfin, concernant la vie politique, il a annoncé un projet de loi sur le non-cumul des mandats avant 2017.

INTERNATIONAL

« **Être dans l'austérité c'est condamner l'Europe à l'explosion. Je ne ferai pas une politique qui conduira l'Europe à l'austérité.** »

François Hollande, France 2, le 28 mars 2013

La France a retrouvé sa place dans le concert des nations. En Europe, elle est à nouveau écoutée, elle a d'ailleurs été entendue sur le pacte de croissance, l'union bancaire, la taxe sur les transactions financières, et la PAC. « Nous devons aller plus vite, a commenté François Hollande, je le dis à nos partenaires européens, nous avons réglé la crise de la zone euro et j'y ai pris ma part puissamment. Je ne ferai pas une politique qui conduira l'Europe à l'austérité ». Encore ému par son voyage au Mali, le président de la République est revenu sur l'engagement des troupes françaises aux côtés des troupes africaines et la part qu'elles ont prise dans la libération du pays des terroristes. « Nous avons atteint nos objectifs, a-t-il rappelé, Nous voulons qu'il y ait des élections au Mali à la fin du mois de juillet. Et nous serons intraitables là-dessus. Deuxièmement, il faut qu'il y ait dialogue avec toutes les composantes de la société malienne ». Le président a également défini un calendrier de retrait des forces françaises, « Au mois de juillet, il n'y aura plus que 2000 soldats au Mali... et puis à la fin de l'année, un millier de Français seulement ».

« **Je ne serai jugé que sur un seul critère, a conclu François Hollande, est-ce que j'ai fait réussir la France ? Est-ce que je lui ai redonné confiance en elle-même ? Je suis en ordre de bataille, je veux réussir et faire réussir mon pays ».** »

Affaire Cahuzac : des décisions fortes pour une République exemplaire

François Hollande

« J'ai appris, hier, avec stupéfaction et colère les aveux de Jérôme Cahuzac devant ses juges. Il a trompé les plus hautes autorités du pays : le chef de l'État, le gouvernement, le Parlement et, à travers lui, tous les Français. C'est une faute, c'est une faute impardonnable. C'est un outrage fait à la République. D'autant que les faits reprochés sont eux-mêmes intolérables : détenir, sans le déclarer, un compte à l'étranger. Toute la lumière sera faite. Et c'est la justice qui poursuivra son travail jusqu'au bout et en toute indépendance. J'affirme, ici, que Jérôme Cahuzac n'a bénéficié d'aucune protection autre que celle de la présomption d'innocence. Et il a quitté le gouvernement, à ma demande, dès l'ouverture d'une information judiciaire. C'est un choc ce qui vient de se produire parce que c'est un grave manquement à la morale républicaine. Je suis amené à prendre trois décisions qui vont dans le sens des engagements que j'avais pris devant les Français.

Trois décisions importantes

Renforcer l'indépendance de la justice : c'est le sens de la réforme du Conseil supérieur de la Magistrature. Cette réforme sera votée au Parlement dès cet été. Elle donnera aux magistrats les moyens d'agir en toute liberté, en toute indépendance, contre tous les pouvoirs. Ensuite, **lutter de manière impitoyable contre les conflits entre les intérêts publics et les intérêts privés et assurer la publication ainsi que le contrôle sur les patrimoines des ministres et de tous les parlementaires**. Le gouvernement, là encore, soumettra au Parlement, dans les semaines qui viennent, un projet de loi dans cette direction. Enfin, **les élus condamnés pénalement pour fraude fiscale ou pour corruption seront interdits de tout mandat public**.

La République, c'est notre bien le plus précieux. Elle est fondée sur la vertu, l'honnêteté, l'honneur.

La défaillance d'un homme doit nous rendre encore plus exigeants, plus intransigeants, et je le serai parce que je sais ce que représente pour les Français cette blessure. L'exemplarité des responsables publics sera totale. C'est mon engagement. Je n'en dévierai pas et les Français doivent en être certains. »

Jean-Marc Ayrault

« C'est avec tristesse et consternation que j'apprends la vérité. Cette vérité est cruelle : Jérôme Cahuzac a menti devant le président de la République, le Premier ministre et la représentation nationale. Il a reconnu détenir un compte non-déclaré à l'étranger (...) Un homme politique doit être irréprochable. Il doit, plus que tout autre citoyen, respecter la loi. Le mensonge n'est pas acceptable en démocratie. C'est à lui désormais qu'il appartient d'assumer pleinement ses responsabilités devant la justice. »

Harlem Désir

« Par ses actes d'une extrême gravité, incompatibles avec les exigences de la vie politique et des mandats publics, la possession de compte à l'étranger pour frauder le fisc abritant des centaines de milliers d'euros, et par ses mensonges intolérables vis à vis du président de la République, de la représentation nationale et des Français, Jérôme Cahuzac s'est exclu de fait du Parti socialiste. Il n'en sera

désormais plus membre. Je lui demande, également, de tirer toutes les conclusions de ses agissements en renonçant à ses mandats électifs (...).

Je dénonce les tentatives indécentes d'exploitation politicienne de cette affaire individuelle pour mettre en cause le président de la République et le gouvernement. Le président de la République et le Premier ministre ont appliqué des principes clairs : indépendance totale de la justice et intransigeance absolue. La droite, qui s'est livrée encore ces derniers jours à une véritable chasse aux juges, n'a aucune leçon à donner.

Je mets en garde contre les conséquences, délétères pour nos institutions et notre vie publiques, que peut avoir une telle exploitation. Les extrêmes anti-républicains qui se nourrissent de la défiance envers les responsables politiques, en seront les seuls bénéficiaires. La République, abîmée par les actes que nous condamnons, ne peut que pâtir davantage de l'exploitation qui en est faite. »

REPORTAGE

Emplois d'avenir : pas un jour à perdre !

Un attroupement autour d'un ministre de la République, à côté duquel on veut absolument poser comme s'il s'agissait d'un monument parisien, des exercices de jonglage de parapheurs, deux, trois, qui passent au-dessus des têtes, et des distributions d'autographes en série. La séance de signatures d'emplois d'avenir dans les Yvelines sous le parrainage de Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la consommation a donné lieu à des scènes de joie de jeunes qui trouvaient là leur premier contrat fixe, une situation dans la vie, une paie, une formation, enfin « une raison de se lever, et d'être contente le lundi matin » comme témoignait une jeune fille qui a signé un emploi d'avenir chez Yvelines Actives, structure de l'ESS qui aide les initiatives créatrices d'emplois en faveur des personnes en précarité. Dans le département, ce sont au minimum 1 598 emplois d'avenir qui doivent être signés, et 233 recrutements en emploi d'avenir professeur. Tous les acteurs locaux sont mobilisés, cap emploi, Pôle emploi, ils ont tous engagés une dynamique collective sous une même autorité préfectorale et dans un même objectif : l'emploi des jeunes. Un exemple de ce qui doit être fait pour gagner cette bataille. Vendredi dernier, en présence de Benoît Hamon, ce sont 11 collectivités territoriales, 12 associations, et une tête de réseau qui ont signé des conventions d'engagement et des contrats d'embauche, telle la communauté de communes de Saint-Quentin en Yvelines qui a recruté

six jeunes. Venu notamment pour présenter les atouts de l'économie sociale et solidaire, sa biodiversité économique, et la force de frappe qu'elle représente contre le chômage, le ministre a encouragé les entreprises et les collectivités territoriales à s'engager dans « cette grande cause nationale qu'est le chômage des jeunes » en multipliant les contrats d'avenir. « Ce sont des métiers qui vont se rendre très vite indispensables, a développé Benoît Hamon, il faut arrêter de les caractériser comme des sous-métiers. Ce sont des jeunes qui sortent du chômage, de l'inactivité, de la désespérance. Ce changement-là peut paraître dérisoire mais pour nous il est important. Il donne aux jeunes une raison de plus de croire en leur pays ». Fin mars, on comptait en



France 15 000 jeunes qui avaient trouvé un emploi assorti d'une formation grâce à ce dispositif créé par le gouvernement, le Premier ministre avait alors commenté « il n'y a pas un jour à perdre quand l'emploi est en jeu ». Accélérons le mouvement.

EMPLOIS D'AVENIR CONTRATS DE GÉNÉRATION



**Pour l'EMPLOI
LA GAUCHE AGIT**

parti-socialiste.fr/adherez